



Président : M. Narciso G. REYES (Philippines).

POINT 45 DE L'ORDRE DU JOUR

Examen et évaluation des objectifs et des politiques de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement : rapport du Secrétaire général (suite) [A/8387/Rev.1, A/8403, chap. V; A/C.2/L.1152, A/C.2/L.1182, G/5040]

1. M. NEPALI (Népal) se félicite, que l'Assemblée générale ait souligné dans sa résolution 2626 (XXV) la nécessité d'une évaluation globale des progrès accomplis dans l'application de la Stratégie, sur la base de l'examen et de l'évaluation aux niveaux national, régional et sectoriel. Le texte insiste sur le rôle important de la CNUCED et de l'ONUDI, qui devront suivre les progrès réalisés dans leurs secteurs respectifs; il souligne également le rôle du Conseil économique et social et du Comité de la planification du développement, qui aideront l'Assemblée générale à adopter les critères d'examen et d'évaluation des objectifs et des politiques de la Stratégie internationale du développement, afin de faciliter l'application de celle-ci.

2. M. Nepali rappelle que l'examen et l'évaluation devront se faire sur la base de critères nationaux, régionaux et globaux, particulièrement nationaux. C'est pourquoi il serait bon de renforcer les mécanismes d'évaluation des pays en voie de développement.

3. Etant donné la responsabilité accrue des institutions spécialisées et des organes intergouvernementaux dans le domaine de l'examen et de l'évaluation, la délégation népalaise n'a aucune objection à formuler à propos de l'élargissement de la composition du Conseil économique et social et du Comité de la planification du développement. Elle se félicite tout particulièrement de la proposition présentée par le Conseil économique et social tendant à nommer au Comité de la planification du développement deux spécialistes chargés de l'aspect social du développement.

4. M. Nepali insiste ensuite sur l'importance de la topographie dans le développement. En effet, la promotion des exportations et la diversification du commerce sont indispensables aux pays en voie de développement, et surtout aux moins avancés d'entre eux, pour atteindre le taux de croissance prévu pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement; or, les pays sans littoral ont dans ce domaine des difficultés dont il faut tenir compte lors de l'établissement des critères pour l'examen et

l'évaluation des objectifs et des politiques de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement.

5. M. MASSONET (Belgique) rappelle qu'il est précisé au paragraphe 83 de la Stratégie internationale du développement que l'évaluation globale sera effectuée par l'Assemblée générale par l'intermédiaire du Conseil économique et social sur la base de la documentation recueillie et des rapports rédigés à cet effet. Il estime que le Conseil ne remplira la tâche qui lui est ainsi dévolue que dans la mesure où il disposera d'une documentation empreinte de toute la rigueur professionnelle souhaitable. Il serait opportun que le Conseil puisse disposer pour ses délibérations d'un document unique regroupant de manière synthétique les différentes sources, les commentaires essentiels qui auront été faits aux différents niveaux d'examen ainsi que les observations et recommandations faites à leur sujet par le Comité de la planification du développement.

6. Selon lui, des progrès satisfaisants dans le domaine de l'examen et de l'évaluation dépendront pour une grande part du choix de quelques sujets jugés généralement importants parmi le grand nombre des problèmes posés par le développement. Il conviendra également que la documentation ainsi rassemblée et les commentaires qui s'y rapporteront soient suffisamment concrets pour pouvoir servir de guide aux différentes activités opérationnelles entreprises par l'Organisation et s'intégrer pleinement au plan des concepts dans le cadre des objectifs de la deuxième Décennie.

7. En ce qui concerne l'examen et l'évaluation au niveau sectoriel, la délégation belge estime qu'il incombe aux organes directeurs de la CNUCED, de l'ONUDI et des institutions spécialisées de prendre les mesures appropriées en concordance avec les efforts d'analyse entrepris aux autres niveaux. La Belgique y proposera en temps utile les mesures qui lui paraîtront les plus appropriées en vue de l'évaluation des progrès réalisés. La contribution du PNUD à l'évaluation devra être définie en fonction de la nature de ses activités propres et plus particulièrement des opérations qu'il conduit dans le cadre des différents programmes nationaux.

8. A l'échelon régional, c'est au sein de la Commission économique pour l'Europe que la Belgique proposera les mesures appropriées.

9. A l'échelon national, la Belgique participe, selon une procédure de consultation fort utile entre les pays développés membres de l'OCDE, à un examen de sa politique à l'égard des pays en voie de développement. Elle estime que ceux-ci devraient s'inspirer de cet exemple et, s'ils le désirent, prendre l'initiative de procéder à ce genre d'exa-

men au sein des groupes de coopération multilatérale par exemple.

10. En tant que membre de la Communauté économique européenne, la Belgique tient encore à signaler que dans la mesure où l'évaluation générale des progrès réalisés dans l'application de la Stratégie portera sur des matières qui relèvent de la compétence de la Communauté, l'intervention de cette dernière pourrait apparaître nécessaire.

11. En ce qui concerne la périodicité des examens, la délégation belge estime nécessaire de respecter une grille commune entre les différentes organisations, qu'elles fassent ou non partie des Nations Unies, de manière que les procédures d'examen, tant sectoriels que régionaux, se succèdent harmonieusement en évitant les doubles emplois et chevauchements, et de sorte que l'examen à l'échelon global puisse tenir compte des conclusions des examens sectoriels et régionaux.

12. L'élaboration du calendrier de ces examens devra tenir compte du temps nécessaire pour récolter les données, les rendre mutuellement compatibles, les publier; pour tenir les réunions dans les diverses institutions intéressées, en tirer les conclusions et transmettre ces dernières aux échelons généraux; pour insérer les réunions aux échelons généraux dans le calendrier normal des institutions concernées.

13. La périodicité des réunions découlera directement de l'élaboration du calendrier qui doit être faite par le Secrétaire général. La délégation belge recommande seulement que l'examen à l'échelon global n'ait pas lieu trop souvent de manière que les activités d'évaluation n'empêchent pas sur des activités de développement proprement dites.

14. M. SMIRNOV (Union des Républiques socialistes soviétiques), après avoir rappelé la déclaration des pays socialistes sur la deuxième décennie du développement et du progrès social faite le 21 septembre 1970¹, dit que les pays en voie de développement ne pourront réaliser de progrès économiques si la communauté internationale ne prend pas de mesures décisives pour améliorer la situation politique internationale et freiner la course aux armements. Les ressources libérées à la suite d'un désarmement général et complet pourraient réellement servir à régler de nombreux problèmes sociaux et économiques des pays en voie de développement. De même, des mesures efficaces doivent être prises au niveau international pour que les monopoles capitalistes libèrent les pays en voie de développement de leur emprise. Pour rattraper leur retard économique, les pays en voie de développement devraient suivre le modèle de l'Union soviétique et des autres pays socialistes en mobilisant leurs ressources internes au profit de leur développement et en élaborant des programmes nationaux comprenant des réformes profondes et préconisant l'adoption de mesures d'ordre fiscal et monétaire sévères. La répartition équitable des revenus nationaux et le contrôle de l'influence des capitaux étrangers sont également des éléments très importants. L'Union soviétique continuera de soutenir les efforts déployés par les pays en voie de

développement dans le domaine du développement et d'établir des relations économiques et scientifiques à l'avantage de ces pays.

15. M. Smirnov estime regrettable que de nombreux documents des organisations de l'ONU restent lettre morte et qu'ainsi, par exemple, les principes de commerce international de la CNUCED, pas plus que les principes de la deuxième Stratégie du développement ne soient respectés par les pays capitalistes.

16. La Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement devrait permettre aux pays en voie de développement d'établir des plans conformes à leurs propres intérêts. C'est au Conseil économique et social qu'il appartient d'examiner les résultats de l'application de la Stratégie aux niveaux national, régional et global, l'examen de cette question complexe devant s'appuyer sur les rapports des organisations spécialisées, comme la CNUCED et l'ONUDI, et des commissions économiques régionales.

17. Le représentant de l'Union soviétique rappelle qu'à la cinquante et unième session du Conseil économique et social la délégation soviétique ne s'était pas opposée à la création d'un comité permanent chargé de l'examen et de l'évaluation des objectifs et des politiques de la Stratégie; il n'est toutefois pas convaincu qu'il soit indispensable. Selon lui, le Conseil économique et social lui-même demeure l'organe compétent dans ce domaine. Il pourrait être assisté dans son travail par le Comité de la planification du développement, qui est un organe consultatif composé d'économistes distingués de divers pays, et devrait mettre au point un système de chiffres indicatifs de planification fondé sur des facteurs tels que la recherche d'une situation d'égalité, la souveraineté des pays en voie de développement sur leurs ressources naturelles, la formation de cadres techniques, l'apport de capitaux aux pays en voie de développement, etc.

18. La résolution 1625 (LI) du Conseil économique et social est un pas dans la bonne direction, particulièrement le paragraphe 2 de son dispositif, où le Conseil économique et social confie au Comité de la planification du développement la tâche de formuler des observations et des recommandations propres à aider le Conseil à s'acquitter de la responsabilité qui lui incombe envers l'Assemblée générale en ce qui concerne des évaluations biennales générales des progrès réalisés dans l'application de la Stratégie internationale du développement.

19. M. Smirnov fait ensuite quelques observations à propos du projet de résolution A/C.2/L.1152 présenté par la délégation uruguayenne. Il ne s'oppose absolument pas à son adoption mais estime que l'ONU et ses institutions spécialisées devraient veiller à ce que les dispositions de ce projet de résolution soient appliquées en utilisant les moyens déjà disponibles et sans prévoir de crédits budgétaires supplémentaires.

20. M. HILLEL (Israël) estime que le projet de résolution de l'Uruguay est très important. Il est particulièrement favorable à la recommandation qui s'adresse aux gouvernements et aux organismes compétents du système des

¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-cinquième session, Annexes, point 42 de l'ordre du jour, document A/8074.

Nations Unies, et parmi eux tout particulièrement à l'UNESCO, d'organiser des campagnes intensives de diffusion et d'information portant sur les politiques et les plans adoptés dans le cadre de la Stratégie internationale du développement pour la Décennie. Il appuiera donc sans réserve ce projet de résolution.

21. M. CAVIGLIA STARICCO (Uruguay) se réserve de présenter des observations sur la question considérée une fois que l'Inde aura présenté le projet de résolution contenu dans le document A/C.2/L.1182.

22. M. AIYAR (Inde) indique, avant de présenter le projet de résolution A/C.2/L.1182, que les délégations des pays suivants s'en sont portées successivement coauteurs : Bhoutan, Lesotho, République arabe syrienne, Uruguay, Souaziland, Irak, Ceylan, Tchad, Liban, Népal, Nigéria, Koweït, Madagascar, Libéria, Mali, Rwanda, Yémen, Paraguay, Turquie, Cameroun, Niger et Burundi.

23. Jusqu'à présent, au Conseil économique et social comme à la Commission, la discussion a porté sur les aspects institutionnels de l'examen et de l'évaluation des objectifs et des politiques de la Stratégie. L'objet du projet de résolution A/C.2/L.1182 est de déterminer ce que feront les organes chargés de l'examen et de l'évaluation une fois créés, sans pour cela préjuger l'arrangement global qui interviendra ultérieurement sur cette question. Le représentant de l'Inde souligne au sujet du quatrième alinéa du préambule que dans la mesure où la Stratégie porte sur une décennie, l'examen et l'évaluation de ses objectifs et politiques devraient être effectués dans un esprit dynamique car des changements ne manqueront pas d'intervenir. Le mécanisme créé à cette fin devra donc également être assez souple. La CNUCED et l'ONUDI sont mentionnées au cinquième alinéa du préambule parce que, comme cela est reconnu au paragraphe 82 de la Stratégie, à la différence des institutions spécialisées, elles relèvent directement de l'Organisation des Nations Unies. Les organes directeurs et les conférences de ces organisations prendront, conformément à la Stratégie, des décisions qui auront une influence sur cette stratégie et leurs organes intergouvernementaux seront souvent appelés à procéder à un examen et à une évaluation dont il importe de tirer parti. Quant au sixième alinéa du préambule, il s'inspire du paragraphe 83 de la Stratégie. Le deuxième paragraphe du dispositif découle également du paragraphe 83 de la Stratégie. Le troisième paragraphe du dispositif a trait aux objectifs des activités d'examen et d'évaluation et à l'étendue de ces activités. Ces objectifs sont déjà énoncés dans la Stratégie, mais il est nécessaire de les répéter afin qu'ils soient parfaitement clairs et en vue d'éviter que, du fait de conceptions différentes, une certaine confusion ne se crée entre les divers organes chargés de l'examen et de l'évaluation. Pour ce qui est de l'étendue des activités d'examen et d'évaluation, M. Aiyar rappelle le paragraphe 10 de la Stratégie selon lequel le progrès économique et social et les avantages qui en découlent intéressent toute la communauté internationale. Les pays donateurs y sont intéressés au même titre que les pays bénéficiaires. C'est pourquoi il est précisé à l'alinéa ii du paragraphe 3 que l'étendue de ces activités devrait être suffisamment large pour porter à la fois sur les pays en voie de développement et sur les pays

développés. L'alinéa i du paragraphe 5 reprend également les dispositions de la Stratégie. Dans cet alinéa, les auteurs ont également évité de préjuger l'arrangement global qui interviendra ultérieurement. Si, conformément aux paragraphes 79 et 82 de la Stratégie, un appel est lancé aux institutions spécialisées à l'alinéa iii, c'est que celles-ci procèdent à un examen et à une évaluation chaque fois qu'elles établissent leur rapport annuel. Il convient donc d'éviter que les organismes chargés de l'examen et de l'évaluation ne disposent d'une masse excessive de documentation. En conséquence, il importe d'appuyer les activités des institutions spécialisées dans ce domaine, dans la mesure où elles apportent une contribution aux activités globales d'examen et d'évaluation et où elles s'intègrent dans le travail entrepris par le Comité de la planification du développement. L'objectif essentiel de la Stratégie étant de susciter la coopération générale aux fins du développement, les discussions qui ont lieu au sein de la CNUCED et de l'ONUDI revêtent un intérêt majeur et il appartient aux organes intergouvernementaux de ces organisations d'appeler l'attention du Comité de la planification du développement sur toute question relevant de leurs domaines respectifs de compétence.

24. M. MORENO (Cuba) estime qu'une modification s'impose en ce qui concerne l'alinéa ii du paragraphe 5 du dispositif car l'Assemblée générale ne peut décider que les autorités nationales chargées de l'évaluation fourniront des données et des renseignements au Comité de la planification du développement. Il s'agit là d'une atteinte à la souveraineté nationale. En conséquence, M. Moreno suggère que le membre de phrase où sont mentionnés les organismes chargés de l'évaluation au niveau national soit supprimé dans cet alinéa et que soit ajouté au paragraphe 7 du dispositif le membre de phrase suivant : "et aux organismes chargés de l'évaluation au niveau national de fournir au Comité de la planification du développement les données et les renseignements qui lui seront nécessaires".

25. M. VERCELES (Philippines) dit que quelques-unes des dispositions du projet de résolution causent des préoccupations à sa délégation. C'est le cas en particulier des alinéas i et iv du paragraphe 5 du dispositif, qu'il invite les auteurs à réexaminer plus attentivement. Il estime en effet que ces alinéas sont lourds de conséquences qui peuvent être très préjudiciables aux activités d'examen et d'évaluation. Lors de sa présentation du projet de résolution, le représentant de l'Inde a dit au sujet de l'alinéa i du paragraphe 5 que les auteurs étaient délibérément restés vagues au sujet du rapport que présentera le Comité de la planification du développement car l'arrangement global n'a pas encore été pris. Le Comité chargé de l'examen et de l'évaluation est déjà créé conformément à la résolution 1621 C (LI) du Conseil économique et social; par conséquent, l'Assemblée générale n'a rien à décider à cet égard et M. Verceles ne voit pas pourquoi le projet de résolution doit rester vague au sujet de la présentation de ce rapport. Le paragraphe 4 du dispositif approuve les mesures énoncées dans la résolution 1625 (LI) du Conseil économique et social en ce qui concerne le rôle du Comité de la planification du développement en matière d'examen et d'évaluation et, au paragraphe 4 de sa résolution 1621 C (LI), le Conseil économique et social prie le Comité

de la planification du développement d'assister le Comité de l'examen et de l'évaluation; or l'alinéa iv du paragraphe 5 du dispositif comporte le membre de phrase "et qui, à leur avis, faciliteraient la tâche du Comité"; cela implique que la CNUCED et l'ONUDI ne présenteront pas tous les documents dont ils disposeront sur la question de l'examen et de l'évaluation mais seulement ceux qu'ils jugeront nécessaires. Comment le Comité de la planification du développement pourra-t-il efficacement aider le Comité chargé de l'examen et de l'évaluation s'il ne dispose pas de toute la documentation nécessaire? M. Verceles estime donc que ce membre de phrase devrait être supprimé. La dernière partie de l'alinéa i ("et il devra présenter un rapport qui sera examiné au niveau intergouvernemental") devrait également être supprimée.

26. M. PRAGUE (France) considère que le projet de résolution A/C.2/L.1182 constitue un pas en avant dans l'élaboration d'un système cohérent d'examen et d'évaluation.

27. Toutefois, en ce qui concerne le cinquième alinéa du préambule — qui est en quelque sorte une conséquence du quatrième alinéa qui traite du côté dynamique de la Stratégie —, la délégation française, bien qu'elle n'ait jamais nié que la Stratégie doit être dynamique et évolutive, estime qu'à trop insister sur ce double caractère on risque de vider la Stratégie de toute réalité et de tout contenu. Etant d'avis qu'il faut maintenir une distinction entre le dynamique et le fluide, la délégation française constate que le cinquième alinéa du préambule va au-delà du dynamique et donne un caractère trop fluide à la Stratégie en prévoyant que la négociation de nouveaux terrains d'entente sera partie intégrante du processus global d'examen et d'évaluation.

28. Quant à l'alinéa i du paragraphe 5 du dispositif, la délégation française tend à penser, comme le représentant des Philippines, que son libellé témoigne d'un excès de prudence et qu'il constitue, par rapport aux résolutions déjà adoptées par le Conseil économique et social, une sorte de retour en arrière. Comme, en application de la Stratégie, il appartient en fait au Conseil économique et social de procéder à l'évaluation générale des progrès réalisés pendant la deuxième Décennie pour le développement, la délégation française ne voit pas la nécessité d'utiliser, dans cet alinéa, des mots aussi ambigus que "au niveau intergouvernemental". S'il est bon, au stade actuel, de faire montre d'une certaine prudence, encore faut-il que cette prudence n'amène pas à intervertir le rôle de l'organe intergouvernemental et celui des experts, en l'occurrence du Comité de la planification du développement. Ce comité a pour tâche de réunir des renseignements en vue de l'évaluation globale; il n'a certainement pas compétence pour procéder à cette évaluation.

29. Quant à l'alinéa ii du paragraphe 5 qu'il convient de rapprocher du paragraphe 7 pour en saisir la portée, la délégation française estime qu'il est excessivement restrictif dans la mesure où il exclut tout secrétariat qui n'appartient pas au système des Nations Unies; d'autres secrétariats, notamment celui de l'Organisation de coopération et de développement économiques, ont en effet un rôle impor-

tant à jouer en la matière. De l'avis de la délégation française, il faudrait donc se déclarer disposé à prévoir leur collaboration et modifier quelque peu le paragraphe 7 du dispositif dans ce sens.

30. Par ailleurs, en ce qui concerne les alinéas iii et iv du paragraphe 5, la délégation française estime, comme celle de l'Inde, qu'il faut établir une distinction entre les institutions spécialisées, d'une part, et la CNUCED et l'ONUDI, d'autre part, du fait que ces deux dernières organisations appartiennent plus étroitement à l'Organisation des Nations Unies. Il eût donc été logique d'établir, quelque part dans le projet de résolution, une liaison plus étroite entre ces deux organisations et le processus de l'évaluation globale. Or, les alinéas iii et iv du paragraphe 5 du dispositif font l'inverse en demandant aux institutions spécialisées de veiller à ce que leurs activités d'évaluation s'intègrent parfaitement aux travaux entrepris par le Comité de la planification du développement, alors qu'ils semblent dispenser la CNUCED et l'ONUDI de cette obligation.

31. Le représentant de la France indique que les observations qu'il vient de formuler n'ont qu'un caractère préliminaire et ne constituent pas encore une proposition d'amendement, qu'il se réserve, au besoin, de préciser ultérieurement.

32. M. CAVAGLIERI (Italie), précisant la position de principe de son gouvernement sur la question, rappelle que, aux cinquantième et cinquante et unième sessions du Conseil économique et social ainsi qu'au cours de la discussion générale à la Deuxième Commission, la délégation italienne a déjà exposé les raisons pour lesquelles elle considère que, conformément aux dispositions de la Charte, le Conseil économique et social est l'organe auquel revient la tâche d'effectuer l'évaluation globale à soumettre à l'Assemblée générale pour l'examen final des buts et objectifs de la Stratégie internationale du développement.

33. Les réalités d'aujourd'hui montrent l'interdépendance à la fois des peuples et des continents et des divers aspects sectoriels de la vie des peuples. La Stratégie internationale, acceptant ce fait, reconnaît que le progrès des peuples ne dépend pas seulement des facteurs économiques, mais aussi des facteurs sociaux tels que l'enseignement, les niveaux de nutrition, la santé, etc. Comme, en vertu de la Charte, le Conseil économique et social est l'organe chargé de suivre la situation économique et sociale dans le monde, d'examiner tous les programmes internationaux et de coordonner l'activité des institutions spécialisées et des organes d'experts, il ne fait pas de doute qu'il a un rôle prééminent à jouer dans le processus d'examen et d'évaluation d'ensemble, ainsi que l'a très justement souligné le Secrétaire général au paragraphe 34 de son rapport sur le système d'examen et d'évaluation de l'ensemble des objectifs et des politiques de la Stratégie internationale du développement. Estimant qu'il importe de renforcer le Conseil économique et social afin qu'il soit mieux à même d'accomplir la tâche qui l'attend, la délégation italienne en approuve la composition élargie; aussi a-t-elle donné un appui sans réserve à la résolution 1621 (LI) du Conseil.

34. Rappelant qu'à la cinquante et unième session du Conseil économique et social certaines délégations ont

souligné tout particulièrement l'importance des évaluations à l'échelon sectoriel en faisant ressortir notamment le rôle de la CNUCED en la matière, la délégation italienne tient à préciser qu'elle est pleinement consciente de l'importance de ces évaluations; toutefois, elle estime que la nature dynamique de la Stratégie fait de plus en plus apparaître la nécessité, aux quatre niveaux de l'évaluation, de mettre l'accent sur les aspects essentiels du développement qui ne sont pas sectoriels, tels que les changements qualitatifs de la structure économique et sociale de la société qui sont de nature à contribuer à l'élimination progressive de l'écart entre riches et pauvres, entre zones urbaines et zones rurales, entre régions favorisées et régions défavorisées au sein d'un même pays, et, par-dessus tout, entre la minorité pleinement employée et l'immense majorité qui ne dispose pas d'un gagne-pain. Certes, les évaluations sectorielles sont indispensables, mais aucune d'entre elles ne peut par elle-même suffire à indiquer l'orientation du développement. C'est là une opinion que partagent la Commission du développement social, le Comité de la planification du développement et l'Assemblée générale dans sa résolution 2681 (XXV).

35. En ce qui concerne les évaluations au niveau national et au niveau régional, la délégation italienne approuve, d'une manière générale, les observations formulées par le Secrétaire général dans son rapport E/5040. Toutefois, pour ce qui a trait aux évaluations au niveau régional, la délégation italienne estime qu'il convient de prendre en considération la contribution que des organisations intergouvernementales comme la Communauté économique européenne et l'OCDE sont disposées à fournir quant à l'évaluation des progrès accomplis dans le cadre de la Stratégie.

36. Quant à la liste des indicateurs à utiliser pour surveiller l'exécution des divers éléments de la Stratégie internationale du développement, la délégation italienne la considère comme une première tentative pour trouver les moyens de mesurer les divers éléments de la Stratégie. La mise au point des indicateurs est un processus continu et la liste, toute provisoire, devra être constamment révisée. La délégation italienne exprime l'espoir que, dans cette révision constante, la distinction voulue sera faite entre les progrès quantitatifs et les progrès qualitatifs, cette distinction revêtant une importance particulière pour les divers éléments sociaux du développement pour lesquels il n'existe pas encore d'indicateurs précis.

37. M. FLEMING (Argentine) estime que la Commission devrait s'efforcer de déterminer la nature de l'examen et de l'évaluation, la manière dont il y sera procédé et les organismes qui en seront chargés. Il partage les réserves exprimées par les représentants des Philippines et de la France. Il estime en particulier, comme le représentant des Philippines, que les décisions de la Commission devraient être clairement exprimées dans le projet de résolution, compte tenu de l'importance de ces premières activités d'examen et d'évaluation dans le cadre de la Stratégie internationale du développement.

POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Conseil économique et social [chapitres III à VII, VIII (sections A à E), IX à XIV, XXI et XXII]

(suite) [A/8403, A/C.2/264, A/C.2/L.1165, A/C.2/L.1180, A/C.2/L.1181]

38. Le PRÉSIDENT informe la Commission qu'elle est saisie d'une série d'amendements (A/C.2/L.1181) à la résolution 1622 (LI) du Conseil économique et social (A/C.2/264) concernant l'organisation de ses travaux.

39. M. AYOUB (Tunisie) rappelle que la résolution 1622 (LI) du Conseil avait été adoptée dans une ambiance survoltée, au cours d'une séance de nuit, le dernier jour de la cinquante et unième session du Conseil. Cette résolution avait été adoptée par 8 voix contre 4, avec 15 abstentions. Les pays qui s'étaient opposés à son adoption sont la Tunisie, le Brésil, la Nouvelle-Zélande et le Pakistan. Expliquant son vote, la délégation tunisienne avait déclaré qu'elle ne contestait pas l'importance de la question mais qu'elle estimait indispensable d'assurer, pour commencer, l'élargissement de la composition du Conseil économique et social. Certes, dans sa résolution 1621 A (LI), le Conseil faisait une recommandation dans ce sens à l'Assemblée générale mais encore faut-il attendre la ratification de la décision de l'Assemblée par deux tiers des Etats Membres, y compris les cinq membres permanents du Conseil de sécurité. Alors seulement conviendrait-il de discuter la substance profonde de la résolution 1622 (LI) du Conseil.

40. Présentant les amendements proposés dans le document A/C.2/L.1181, le représentant de la Tunisie tient à apporter un léger changement au paragraphe 2 du document qui porte sur le paragraphe 1 du dispositif du projet de résolution visé. Ce changement consiste à intervertir deux membres de phrase; le nouveau texte proposé au paragraphe 2 du document A/C.2/L.1181 se lit donc comme suit :

"1. *Estime judicieux*, lorsque faire se peut et sans que cela nuise à la rapidité d'action et au droit de l'Assemblée générale, d'inscrire de nouvelles questions à son ordre du jour, que toute nouvelle question économique ou sociale soit d'abord examinée par le Conseil économique et social".

41. Les délégations du Brésil, des Pays-Bas, des Philippines, du Soudan et de la Tunisie estiment nécessaire de proposer des amendements au projet de résolution que, dans sa résolution 1622 (LI), le Conseil économique et social recommande à l'Assemblée générale d'adopter (A/C.2/264) car il s'agit d'une question très importante qui n'a pas été examinée d'une manière aussi approfondie qu'il eût été souhaitable. De l'avis de ces délégations, la résolution 1622 (LI) va un peu plus loin qu'il ne faudrait en ce qui concerne les tâches du Conseil.

42. Au paragraphe 1 du dispositif du projet de résolution soumis à l'Assemblée générale, le Conseil établit une règle un peu trop stricte qui aurait pour effet de subordonner l'Assemblée générale au Conseil; de plus, cette règle nuirait au bon fonctionnement tant du Conseil, qu'elle surchargerait de travail, que de l'Assemblée générale, qui doit rester l'organe suprême. En outre, les auteurs des amendements estiment qu'il serait préférable de ne pas mentionner les questions scientifiques et techniques et de s'en tenir au langage du Chapitre X de la Charte. Par ailleurs, ils considèrent comme opportun de réaffirmer le droit qu'a

l'Assemblée générale d'inscrire de nouvelles questions à son ordre du jour aux fins, précisément, de souligner le fait qu'elle doit rester maîtresse de sa procédure et qu'il ne peut être question qu'un autre organe, fût-il établi par la Charte, puisse l'empêcher d'agir comme bon lui semble. En revanche, le paragraphe 1 du projet de résolution soumis à l'Assemblée générale contient une idée très intéressante, à savoir que le Conseil économique et social peut, d'une certaine manière, préparer le travail pour l'Assemblée générale. Les auteurs de l'amendement ont donc estimé qu'il convient de conserver l'idée que les nouvelles questions seront examinées en premier lieu par le Conseil, mais seulement dans les cas où cela sera possible et où cette procédure ne sera pas de nature à nuire à la rapidité d'action de l'Assemblée générale.

43. En ce qui concerne le paragraphe 2 du dispositif du projet de résolution soumis à l'Assemblée générale, les auteurs de l'amendement ont estimé que, s'il est judicieux que le Conseil fasse des recommandations à l'Assemblée générale, il ne faut pas que ce soit d'une manière impérieuse, l'Assemblée générale devant rester l'organe suprême. En conséquence, dans leur amendement au paragraphe 2 du projet de résolution, les auteurs allègent quelque peu le texte original dans l'espoir de le rendre plus acceptable pour la plupart des membres de la Commission.

44. Pour ce qui a trait au paragraphe 3 du dispositif du projet de résolution, les auteurs des amendements proposent de le supprimer, estimant qu'il n'appartient pas au Conseil de délimiter le domaine d'action où les décisions finales seraient prises par lui.

45. Quant aux paragraphes 4 et 5 du dispositif du projet de résolution, qui portent sur la coordination, les auteurs

des amendements proposent, en fait, d'en regrouper les idées en un seul paragraphe, mais en supprimant la référence aux activités scientifiques et techniques, comme ils l'ont fait dans leur amendement au paragraphe 1 du même dispositif.

46. Le représentant de la Tunisie déclare que les auteurs des amendements sont disposés à accueillir toute suggestion éventuelle et à négocier en vue d'arriver à une formulation définitive.

47. M. RODRÍGUEZ (Panama), se réservant de revenir sur la question, tient à formuler quelques observations de caractère préliminaire sur les amendements contenus dans le document A/C.2/L.1181.

48. M. Rodríguez relève une contradiction entre le paragraphe 2 et le paragraphe 5 de ces amendements. En effet, au paragraphe 2, les auteurs attribuent au Conseil économique et social des fonctions nouvelles, alors qu'au paragraphe 5 ils appellent l'attention du Conseil sur la nécessité de s'acquitter de façon plus précise et plus efficace de ses fonctions et de ses pouvoirs, tels qu'ils sont définis dans la Charte. En toute logique, si le Conseil n'a pas l'efficacité voulue, on peut difficilement envisager d'ajouter encore à sa tâche.

49. En ce qui concerne le libellé de l'amendement au paragraphe 1 du dispositif du projet de résolution, le représentant du Panama propose de remplacer, à la troisième ligne du texte espagnol, le mot "*injerirse*" par le mot "*afecten*".

La séance est levée à 13 h 10.